

A quels risques la microfinance est-elle le plus exposée ? Enquête Banana Skins 2009

BIM n° - 22 septembre 2009
Karin BARLET

En avril 2008, nous vous présentions les conclusions du premier rapport sur les risques perçus en microfinance (« Microfinance Banana skins 2008 »), issu d'une enquête effectuée par le CSFI (Centre for the Study of Financial Innovation), groupe de réflexion à but non-lucratif s'intéressant à l'avenir international de la finance. L'édition 2009, parue en juillet, donne l'occasion de constater à quel point les perceptions du risque se sont modifiées depuis début 2008.

Cette nouvelle enquête montre que « la crise financière s'est transformée en une récession économique à laquelle nul ne peut échapper, pas même le secteur de la microfinance, qui pourtant, il y a environ un an, donnait à de nombreux observateurs l'impression qu'il était plus ou moins isolé des vicissitudes de la finance traditionnelle ». Face au risque de crédit, à l'assèchement des liquidités, à la récession mondiale et au surendettement, les risques perçus comme majeurs en 2008 – qualité des dirigeants d'IMF, problèmes de gouvernance, réglementation – semblent très modestes.

Tout comme le précédent, ce nouveau rapport s'appuie sur une enquête visant à recueillir la perception d'un échantillon international de praticiens, d'investisseurs, de responsables de la réglementation et d'observateurs du secteur sur les risques auxquels est confronté le secteur de la microfinance. Ces risques sont classés par ordre d'importance. L'enquête a été réalisée en avril et en mai 2009 et ses conclusions sont fondées sur 430 réponses provenant de 82 pays et d'institutions multinationales.

La conclusion principale est que la crise économique a complètement transformé les perceptions associées aux risques de la microfinance : des risques jugés mineurs dans l'enquête 2008 ont été propulsés en tête du classement, devant des risques qui semblaient auparavant cruciaux pour les perspectives de la microfinance. D'une manière générale, ces nouveaux risques peuvent être répartis entre trois « groupes » de vulnérabilité pour les IMF :

- ▷ L'aggravation de la conjoncture économique
- ▷ Les menaces associées au financement et à la liquidité
- ▷ La détérioration potentielle de la réputation de la microfinance

Les risques présentant l'augmentation la plus marquée comprennent le **risque lié au crédit** (qui a bondi du 10^e rang au 1^{er} rang) et l'**insuffisance de financement** (qui passe du 29^e au 6^e rang), tandis que les risques subissant le recul le plus prononcé sont la **qualité des dirigeants**

(chutant du 1^{er} au 4^e rang), la **gouvernance des institutions** (en baisse du 2^e au 7^e rang) et le **personnel** (qui passe du 5^e au 14^e rang).

La raison est évidente. Contrairement à ce qu'avaient indiqué de nombreux participants à l'enquête précédente, gageant que les IMF resteraient hors d'atteinte des chocs de l'« économie réelle », les IMF semblent désormais vulnérables à ces chocs par le biais des marchés financiers, des conditions de crédit et du sort de leur propre clientèle. Les **risques liés aux tendances macroéconomiques** bondissent dans le classement (du 23^e au 3^e rang).

Les réponses sont dominées par les craintes que suscite l'impact de la récession sur les portefeuilles de prêts, et tout particulièrement le problème du surendettement. Cette situation représente un revirement brutal par rapport à la perception antérieure mettant en avant le bon historique de remboursement des emprunteurs de microfinance ; les participants à l'enquête blâment l'augmentation de la concurrence et l'érosion des normes de crédit qui encouragent les clients à emprunter au-delà de leur capacité de remboursement.

La contraction du crédit a également suscité des inquiétudes quant à la **liquidité des IMF** (du 20^e au 2^e rang) et aux **perspectives de refinancement** (du 28^e au 5^e rang). Le fait qu'une grande partie du financement soit libellée en devises a également renforcé la sévérité du **risque de change** (passant du 12^e au 8^e rang) en raison de la volatilité des marchés de change. Le risque lié à la **rentabilité** remonte du 22^e au 12^e rang.

Les différences les plus importantes

En hausse

- ▷ Risque lié au crédit : le microcrédit n'est plus considéré comme une activité à faible risque
- ▷ Tendances macroéconomiques : la microfinance n'est plus isolée de l'« économie réelle »
- ▷ Liquidité : les IMF sont vulnérables au resserrement mondial des conditions de crédit
- ▷ Insuffisance du financement : risques liés au coût et à la disponibilité de financement
- ▷ Rentabilité : la crise aura un impact défavorable sur la pérennité et la confiance des investisseurs

En baisse

- ▷ Qualité des dirigeants : un risque un peu éclipsé par des inquiétudes plus pressantes, mais qui reste néanmoins un risque élevé
- ▷ Gouvernance des institutions : risque également relégué au second plan mais néanmoins considéré comme un problème à long terme
- ▷ Concurrence : la pression concurrentielle se relâchera avec la récession
- ▷ Taux d'intérêt : plus faibles et moins volatiles
- ▷ Personnel : ces difficultés pourraient diminuer une fois que les marchés seront moins tendus

Les participants s'inquiètent en outre des effets de la récession sur les IMF fragiles caractérisées par les carences de financement et l'inefficacité des dirigeants, qui avaient tiré parti d'une conjoncture économique favorable. Le risque de **faillite institutionnelle** est perçu comme élevé.

Les craintes liées au cercle vicieux induit par la récession sont fortes : climat économique délétaire, qui provoque l'augmentation des impayés et la diminution des marchés, qui conduisent

à une baisse de rentabilité, puis à la perte de confiance des investisseurs, elle-même débouchant sur des compressions de financement, etc.

Les retombées de la récession peuvent également créer d'autres risques, notamment celui de **l'ingérence politique** (10^e rang) lorsque les gouvernements tentent d'amortir les difficultés liées à la récession en imposant certaines conditions pour le prêt et en admettant le non remboursement des prêts.

Une autre inquiétude liée à la récession concerne la **réputation** de la microfinance (17^e rang) si les IMF ne peuvent pas maintenir leurs flux de prêts ou sont forcées de durcir leur attitude concernant leur offre de prêts. Tout durcissement de la position des IMF renforcerait les inquiétudes relatives à la **dérive par rapport à la mission** d'origine (19^e rang) et la perception que les IMF sont en train d'abandonner leurs objectifs sociaux.

La répartition des réponses selon le type de participant révèle que les praticiens de la microfinance sont très inquiets de l'impact de la crise sur la qualité des prêts et sur le financement, tandis que les investisseurs s'inquiètent plus fortement des risques liés au refinancement et au risque de change. Les appréhensions des autorités de régulation concernent la qualité des dirigeants. En termes régionaux, les questions économiques arrivent en tête de liste dans quasiment toutes les régions, soulignant le caractère mondial de la crise. La seule exception est celle de l'Afrique, où les principaux risques demeurent ceux liés à la fragilité des institutions.

D'après : **Enquête « Peau de banane » sur la microfinance 2009 - Affronter la crise et le changement**, commanditée par Citi et CGAP, CSFI, n° 85, juillet 2009, 14 pages

Accédez à l'intégralité du document :

<http://www.citibank.com/citi/microfinance/data/news090703a2.pdf>

Voir aussi : **Enquête sur la perception des risques en microfinance**, Karin BARLET, EspaceFinance, BIM du 15 avril 2008, http://www.lamicrofinance.org/files/24849_file_BIM_08_04_15.pdf